

au gouvernement trop de sagesse, je crois que c'est un des sujets sur lesquels il a non-seulement le droit, mais de plus le devoir de légiférer. Pour décider de quelle manière l'intervention du gouvernement doit se faire sentir, il faut voir quels sont ceux dont les intérêts peuvent être affectés par l'intervention ou par l'abstention de l'Etat dans tout ce qui regarde les banques.

Je divise la société en deux grandes classes : ceux qui sont en arrière de la scène et qui sont assez intelligents pour comprendre ce qu'ils voient. Ceux qui, malgré leur position, ne comprennent pas ce qu'ils voient, composent la seconde classe.

Les partisans les plus enthousiastes d'un *free banking act*, conviendront avec moi que les derniers sont les appelés, mais que les premiers sont les élus. Cette première classe est composée principalement des marchands qui ont le haut commerce entre les mains, qui, par leur position, par l'influence que leur donne la possession de grands capitaux, et par une espèce de franc-maçonnerie commerciale qui existe entre eux, savent toujours quel temps il fera demain.

Si les banques n'avaient d'influence que sur les intérêts des premiers, l'Etat pourrait à la rigueur s'abstenir, car ils sont bien capables de se protéger.

Mais il y a la seconde classe, qui forme l'immense majorité des citoyens, dont les intérêts sont encore plus influencés par les banques que ceux des premiers, et qui souvent sont complètement incapables de se prémunir contre le danger.

C'est pour la protection de cette classe que les gouvernements de tous les pays, les vieux comme les jeunes, les monarchies comme les républiques, ont passé des lois sur les opérations de banque. La législation s'est presque toujours portée d'une manière spéciale sur la circulation.

On a comparé le droit d'émettre des billets au droit de battre monnaie.

Ce dernier droit, l'Etat l'a toujours revendiqué, depuis les siècles les plus reculés.

Absolument parlant, il y a une différence énorme entre l'un et l'autre ; mais pratiquement, aux yeux du public, il n'y en a pas du tout. Un billet de cinq dollars, d'une banque quelconque, passe avec autant de facilité que cinq dollars en or. Sans doute la liberté de refuser un paiement en billets existe ; mais personne n'en use. Qu'il arrive un malheur à une banque ;